

et sa volonté légale, exprimée dans des élections libres, est le seul moyen respectable qui puisse instaurer la République ou la Monarchie.

Pendant les heures décisives, cacher ou déguiser sa pensée est non seulement préjudiciable et odieux, mais frise la trahison. La clarté de l'expression pourra gêner certains de ceux qui nous écoutent, mais elle élève le dialogue. Nous autres les Républicains, nous ne pourrions accepter aucun régime imposé par la force, ou par les menées de groupes politiques ou sociaux. Notre fervente adhésion à l'idée de la réconciliation nationale a pour limite naturelle et infranchissable le droit du pays à être consulté et, en définitive, obéi. Tout compromis apparent, de caractère ambigu, ne pourra compter sur notre adhésion.

Il est possible que certains esprits légers se moquent de ces paroles. Selon eux, les Républicains sont déjà rangés dans les archives de l'Histoire. Ce n'est pas la première fois qu'on nous délivre notre acte de décès, pour la satisfaction des imbéciles. Mais la République est le système adéquat à l'exercice de la liberté, et la liberté la compagne spirituelle de l'homme. Où la liberté est proscrite, l'homme aussi est proscrit. Dès qu'il le peut, et il finit toujours par le pouvoir, l'homme rompt ses chaînes et recouvre sa liberté. Et ce moment sera celui de la République.

Vouloir arracher les Républicains de la communauté nationale, est par conséquent une chimère. Derrière nous, viennent nos enfants, physiques et spirituels, et les enfants de nos enfants. L'avenir leur appartient. Je crois en la République, parce que le destin de notre peuple est de la restaurer et de la consolider. Simple question de foi ? Peut-être. La foi permet de cheminer, léger et heureux. Je dis, et je me dis : En avant. Et si moi, vieillard aux cheveux blancs, je ne désespère pas, qui alors aurait le droit de le faire ?

En exil, avril 1958

Diego MARTINEZ BARRIO

REPRODUISEZ

ENVOYEZ EN ESPAGNE

DIFFUSEZ

S.P.I., 4, rue Saulnier, Paris (9^e)



ALLOCUTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ESPAGNOLE

Don Diego Martinez Barrio

à l'occasion du XXVII^e Anniversaire du 14 Avril 1931

ESPAGNOLS,

Parmi les nombreux étrangers qui aiment l'Espagne et l'aident à retrouver sa liberté, beaucoup se demandent et me demandent avec étonnement comment nous avons pu résister sans abandonner le combat devant les assauts de la dictature franquiste et ceux non moins rudes des Etats qui, directement ou indirectement, ont contribué à prolonger l'existence de ce régime.

Je ne sais pas si mes réponses ont convaincu mes interlocuteurs. Quelquefois, j'en doute. C'est pour cela que je veux les répéter à haute voix, et davantage pour la satisfaction des Espagnols qui m'écoutent ou me lisent, que pour ma propre satisfaction.

Laissons de côté toute vanité personnelle. Ce que font les membres du gouvernement républicain, ce que je peux faire moi-même, n'importe quel Espagnol, appelé à représenter les aspirations authentiques de la Patrie, le ferait. Et il le ferait simplement, sans le faire remarquer, car être utile et être utilisé procure toujours un plaisir profond. Il est vrai qu'une fois engagé dans l'action, l'enthousiasme peut s'éteindre, mais cette tragédie ne dépasse pas le cadre personnel, et la vie continue, immuable, accomplissant son œuvre et modelant les destins à venir.

Une autre génération s'est déjà pratiquement substituée à celle qui a fondé, puis gouverné la Deuxième République, et la frustration qu'elle a subie figure parmi les plus grands crimes du franquisme ; mais avec cette génération, inexpérimentée, vient à maturité une nouvelle fournée d'hommes, riche de promesses et remplie d'espoirs. Des noms ? L'admiration et la reconnaissance populaires est en train de les transmettre de bouche à oreille, et même quand l'action ne se personnalise pas, le résultat est le même. Le courant populaire qui a permis le 14 avril 1931 coule à nouveau, publiquement ou de façon cachée, il a ses guides et, quand l'occasion sera propice, il rééditera cette page glorieuse.

Il est logique que les caractéristiques de ce mouvement libéral, profondément enraciné dans la conscience publique, ne soient pas rigoureusement les mêmes que lors de l'année 1931, car la situation du monde a changé ; mais ces caractéristiques sont intactes dans ce qu'elles ont de fondamental, car elles font partie du patrimoine éternel des hommes.

En 1931, fut résolu quelque chose de plus qu'un simple problème de régime. On a pu alors remarquer le réveil des aspirations latentes de l'âme nationale, et leur canalisation par le moyen de la République, devant l'évidente incapacité politique de la Monarchie. Nous autres Espagnols, nous venions de souffrir le joug de la dictature du Général Primo de Rivera, et, en détrônant le roi qui avait permis cet essai de dictature, nous avons proclamé notre volonté de rendre au pays toutes ses libertés bafouées. La condamnation du monarque parjure à la Constitution fut la conclusion logique. Alphonse XIII le comprit ainsi, et, par la route de Madrid à Carthagène, il alla vers l'exil. Ceux qui, dans une certaine mesure, peuvent se considérer comme les disciples du premier parjure, ne l'ont pas amnistié par la suite, et ne l'ont pas ramené en Espagne jusqu'à ce jour.

Les années passèrent, et les forces politiques et sociales pacifiquement vaincues dans les élections de 1931, déchainèrent la guerre civile. Ils tentèrent, et ils parvinrent, à arrêter la marche de l'Histoire et à empêcher les Espagnols de jouir des droits politiques et économiques que la République leur avait reconnus. Les résultats de la guerre sont visibles et connus : Appauvrissement de la société, monopole de certaines formes de richesse, et développement frénétique de l'immoralité dans les mœurs. Hypocritement, on défend et on punit l'exhibition du corps humain sur les plages, mais on laisse libre cours au commerce des consciences. Une partie de l'Espagne est vendue publiquement aux enchères, et les acheteurs, que tout le monde signale, ont facilement accès à des places que la décence personnelle, et la vitalité des sentiments patriotiques avaient converties, durant des siècles, en des sanctuaires inviolables.

Cette réalité douloureuse, aggravée par l'incapable politique extérieure qui a mutilé la souveraineté du pays, et a engagé sur le chemin de la liquidation, sans contrepartie honorable, les restes de l'Empire colonial, sonne le glas du régime du général Franco. Les mêmes éléments sur lesquels il s'appuyait, et s'appuie encore, ne se cachent pas de mettre en train et de négocier la substitution. Le phénomène qui s'est passé en Argentine, en Colombie et au Venezuela se répète en Espagne. La dictature militaire, en se prolongeant, offense la Nation, irrite les chefs eux-mêmes de l'Armée et de la Marine, désorganise l'économie et transforme les citoyens en esclaves. Le dictateur, qu'il s'appelle Péron, Rojas Pinilla, Perez Jimenez ou Franco, en voulant s'élever jusqu'à la catégorie des demi-dieux, provoque la colère de toutes les forces sociales, depuis celle de l'Eglise, de l'Armée et de l'Université, jusqu'à celle de la grande masse du peuple. A l'irritation, s'ajoutent automatiquement les critiques, et derrière elles naissent les conspirations. Un processus mécanique obligatoire produit, tôt ou tard, la transformation du régime de dictature, ou bien impose la révolution.

Sans hésiter, et au nom des Institutions de la République, je déclare qu'il serait catastrophique de résoudre le dilemme de la trans-

formation ou de la révolution en choisissant cette dernière. Toute tentative de révolution en finirait avec les faibles forces qui restent à l'Espagne, et pourrait nous amener à des solutions où interviendrait la médiation internationale qui ne tiendrait pas compte, de loin, de l'intérêt de la Nation.

Nous proposons, par conséquent, l'immédiate substitution du régime franquiste, en changeant la base fondamentale de ses principes ; c'est-à-dire en substituant la volonté personnelle du dictateur par la volonté collective du peuple. Les forces capables de réaliser cette transformation pacifique, sont l'Armée, la jeunesse universitaire et celle des Lycées, la classe ouvrière et celle des paysans, les professeurs, fidèles à leur rôle de gardiens de la culture, les médecins, les architectes, les ingénieurs et les avocats, dans la mesure où leurs professions constituent non de simples métiers, mais de véritables sacerdoces, les artistes, parce que l'Art a besoin de liberté pour vivre et s'épanouir, et les classes industrielles et commerciales, condamnées à la ruine si la misère s'étend.

Parallèlement à ces classes, et associés de fait par l'intérêt qui les unit, les différents partis agissent, avec une publicité plus ou moins grande. Et il est légitime de leur demander qu'ils disent quelles sont leurs aspirations actuelles. En ce qui concerne les nôtres, celles des Républicains, notre position est bien connue. Nous voulons que l'organisation de l'Etat soit basée sur le respect des libertés essentielles de l'homme : liberté religieuse, liberté d'association et liberté de parole ; redistribution de la richesse par le biais de l'impôt ; voie libre pour les entreprises privées de développer leurs activités sans autres limitations que celles imposées par la Loi ; droit au travail ; assurances sociales ; équitable participation dans les bénéfices des entreprises des techniciens et des ouvriers ; exercice direct du pouvoir politique par le vote ; égalité des possibilités dans tous les centres d'enseignement ; égalité aussi devant la Loi ; unité nationale s'harmonisant avec la libre autonomie des peuples qui constituent l'Espagne, et respect de la propriété individuelle dans le cadre de la Loi.

Nous autres les Républicains, nous ne constituons pas une masse qui s'est formée par hasard, par simple résultante sentimentale ou intellectuelle pour la conquête du pouvoir, mais une grande famille libérale, et comme telle, tolérante, qui a été, et qui sera encore, un jour, le foyer accueillant et aimable de la complexe société espagnole. Le penchant naturel de notre esprit est que nous respectons ceux qui professent des idées contraires aux nôtres, et que nous acceptons comme base légitime de coexistence la subordination à la décision collective.

Jusqu'à maintenant, les difficultés rencontrées pour une action commune contre la dictature, viennent de ce qu'une partie de l'opposition répugne au principe de la souveraineté populaire. C'est une regrettable et dangereuse différence de critère, car l'idée que la légitimité dynastique émane directement de Dieu justifie, chez certains hommes, une action où les pouvoirs de quelques partis ou de quelques sectes priment sur la volonté générale. Ni une chose, ni une autre, ni Roi ni droit divin, ni dictature providentielle, ni Comités de choc qui se déclarent d'eux-mêmes les interprètes de la pensée politique de la Nation. La Nation est l'unique source légitime du pouvoir,